

<http://www.apden.org/Refonte-de-la-circulaire-de-410.html>



# Refonte de la circulaire de mission : projet 3

- Menu central
- Actions
- L'A.P.D.E.N. interpelle l'institution
- 



Date de mise en ligne : mercredi 25 janvier 2017

---

Copyright © APDEN - Tous droits réservés

---

**Le 26 janvier se tiendra la quatrième réunion du groupe de travail ministériel en charge du projet de réécriture de la circulaire de mission des professeurs documentalistes. Les organisations syndicales ont, en amont de cette rencontre, reçu hier la troisième version du projet qui fera l'objet des discussions jeudi. L'A.P.D.E.N. en a réalisé une lecture comparative, au regard de la version précédente, et a formalisé son analyse dans un document de synthèse adressé hier soir à l'ensemble de ses partenaires syndicaux, accompagné d'un message leur renouvelant la confiance de l'association dans le travail essentiel de représentation qu'ils assureront demain, et dont nous voulons croire qu'il saura se montrer à la hauteur des enjeux majeurs engagés pour la profession.**

**Le bureau national salue en premier lieu des avancées importantes dans cette troisième version du projet de réécriture de la circulaire de mission des professeurs documentalistes.**

La mission d'enseignement est plus clairement affirmée : le terme *enseignant* est réintégré dans l'intitulé de l'axe de mission 1, associé dans l'introduction à la mention explicite de l'information-documentation comme domaine d'enseignement du professeur documentaliste ; de même, la responsabilité du professeur documentaliste dans la formation de tous les élèves apparaît à présent explicitement. Enfin, le développement de l'axe 1 fait désormais apparaître la notion de progressivité des apprentissages de la 6<sup>e</sup> à la terminale, et distingue l'action du professeur documentaliste du lieu CDI en plaçant son champ d'intervention pédagogique « dans et hors du CDI ».

Un paragraphe reprenant, dans le projet de circulaire de mission, les termes du décret et de la circulaire d'application relatifs au décompte des heures d'enseignement a enfin été ajouté - mais la mention « Les heures d'enseignement sont effectuées dans le respect nécessaire du bon fonctionnement du CDI. » qui le conclut implique que la formation dispensée aux élèves sera évaluée en fonction de ses conséquences sur l'ouverture du lieu CDI, et non en fonction des besoins des élèves en termes d'apprentissages. Elle constitue un risque significatif de refus du chef d'établissement, à l'appréciation duquel revient la définition de ce que recouvre le « bon fonctionnement du CDI », de laisser le professeur documentaliste enseigner.

Parallèlement, la suppression de la phrase « Il est force de proposition pour une structuration et une progressivité des apprentissages qui relèvent de l'EMI auprès des enseignants et des personnels d'éducation » permet d'éloigner le risque de voir le professeur documentaliste chargé d'un rôle d'ingénierie pédagogique.

La cohérence d'ensemble du texte a été améliorée en ce qui concerne l'axe 3 de la mission, dédié à l'ouverture culturelle : un paragraphe sur l'action en faveur de la lecture y a été réintégré, constituant un premier travail de rééquilibrage entre les différents axes formalisés dans le projet. La clarification de la distinction entre missions statutaires et missions particulières (référé culture...) dans ce champ d'action du professeur documentaliste a enfin été explicitement formalisée.

**Nous notons, au-delà, la persistance de nombreux éléments problématiques qui contraignent la portée des avancées relevées, et dont deux nous semblent particulièrement préoccupants :**

La définition de ce qu'est une heure d'enseignement, incluant la question de l'évaluation, est toujours absente. Le texte énumère différents types d'interventions envisagés pour le professeur documentaliste, sans jamais les définir : dans ce cadre, à qui reviendra, dans les EPLE, d'établir la distinction entre ce qui relève de *formations*, d'*activités pédagogiques* et d'*enseignement* ou de *médiation documentaire* ?

Le concept de politique documentaire, qui structure tout l'axe 2 de la mission dans cette version, représente à notre sens un obstacle majeur. Introduit il y a 13 ans, et malgré une politique volontariste de l'institution, il n'a jamais réussi à s'implanter en EPLE ; il est globalement rejeté par la profession au profit de projets documentaires qui, à l'échelle du CDI, permettent d'en structurer l'action. Les éléments de nature à revêtir une dimension plus globale à l'échelle de l'établissement n'ont, à notre sens, pas à être définis dans une politique documentaire distincte du projet d'établissement : ils peuvent en constituer des volets intégrés, dont le professeur documentaliste contribue à l'élaboration. (ex. de formulation d'ailleurs retenu dans l'axe 1 du projet : « Le professeur documentaliste participe à la définition du volet numérique du projet d'établissement. »)

S'il ne peut être supprimé des termes de la circulaire, le concept de politique documentaire doit *a minima* être redéfini de manière à n'intégrer en aucun cas la question de la formation des élèves ; car si le concept originel, issu des bibliothèques, comprend effectivement un volet *formation*, ce dernier relève alors de la médiation documentaire et de la formation des usagers. Élargir cette acception, en EPLE, à la formation des élèves à une culture de l'information et des médias revient à opérer une confusion majeure, au risque de soumettre totalement l'exercice de la mission d'enseignement du professeur documentaliste à la validation de non-spécialistes de l'information-documentation. Il serait ainsi le seul, parmi ses pairs, à être à ce point contraint dans sa liberté pédagogique.

Au delà de ces éléments saillants, il nous semble par ailleurs important, dans l'ensemble du texte, de replacer le numérique à sa juste place, sans lui attribuer un rôle excessif.

**Pour consulter l'intégralité des éléments relevés par le bureau national, cliquez sur l'image ci-dessous :**

<div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> <div style="text-align: left;"> <b>APDEN</b>  <small>Association des professeurs documentalistes de l'enseignement secondaire</small> </div> <div style="text-align: right;"> <b>Circulaire de mission des professeurs documentalistes</b>  <small>Lecture comparative des versions 2 et 3 du projet présenté par le Ministère</small> </div> </div>			
INTRODUCTION			
VERSION 2	VERSION 3		
<p><b>Les missions des professeurs documentalistes</b></p> <p>Toute activité aux missions et valeurs d'ouverture, aux impératifs et enjeux d'ouverture, de médiation et de service des services départementaux de l'éducation nationale ; aux impératifs et enjeux académiques-impératifs pédagogiques-impératifs, au-delà de l'établissement.</p> <p>Cette circulaire adapte la circulaire n° 20-123 du 12 mars 1988 définissant les missions des « personnels chargés des CDI et AD » n° 12, 27 mars 1988.</p> <p>Ensemble, l'ensemble de la loi 2013 relatif au statut des enseignants professionnels des missions de professeur et de l'éducation, les professeurs documentalistes exercent leur activité dans l'établissement scolaire ou dans d'une équipe pédagogique et éducative dans le cadre des missions à part entière. À ce titre, ils partagent les responsabilités communes à tous les professeurs et personnels d'éducation. Ils ont également des missions spécifiques. Ils ont la responsabilité du centre de documentation et d'information (CDI), des de formation, de lecture, de culture et d'accès à l'information. Ils contribuent à la formation de tous les élèves aux savoirs de l'information aux médias et à l'information.</p> <p>L'adhésion du CDI/AD de documentation depuis 1988, le développement de la société de l'information et l'évolution des pratiques scolaires en matière de documentation ainsi que l'essor du numérique dans toutes les sphères de la vie des élèves imposent de redéfinir et d'actualiser la mission pédagogique du professeur documentaliste, de définir des engagements multiples de travail au sein de la communauté éducative et de définir des engagements à la fois professionnels et personnels.</p> <p>Il convient donc de définir avec précision les missions des professeurs documentalistes qui se déclinent en 3 axes : le professeur documentaliste est maître d'œuvre de l'ouverture aux médias et à l'information, maître d'œuvre de la politique documentaire, et est maître de l'ouverture de l'établissement au sein d'un environnement éducatif, culturel et professionnel.</p>	<p><b>Les missions des professeurs documentalistes</b></p> <p>Toute activité aux missions et valeurs d'ouverture, aux impératifs et enjeux d'ouverture, de médiation et de service des services départementaux de l'éducation nationale ; aux impératifs et enjeux académiques-impératifs pédagogiques-impératifs, au-delà de l'établissement.</p> <p>Cette circulaire adapte la circulaire n° 20-123 du 12 mars 1988 définissant les missions des « personnels chargés des CDI et AD » n° 12, 27 mars 1988.</p> <p>Ensemble, l'ensemble de la loi 2013 relatif au statut des enseignants professionnels des missions de professeur et de l'éducation, les professeurs documentalistes exercent leur activité dans l'établissement scolaire ou dans d'une équipe pédagogique et éducative dans le cadre des missions à part entière. À ce titre, ils partagent les responsabilités communes à tous les professeurs et personnels d'éducation. Ils ont également des missions spécifiques. Ils ont la responsabilité du centre de documentation et d'information (CDI), des de formation, de lecture, de culture et d'accès à l'information. Ils contribuent à la formation de tous les élèves à l'information documentaire et contribuent à leur formation aux savoirs de l'information aux médias et à l'information.</p> <p>L'adhésion du CDI/AD de documentation depuis 1988, le développement de la société de l'information et l'évolution des pratiques scolaires en matière de documentation ainsi que l'essor du numérique imposent de redéfinir et d'actualiser la mission pédagogique du professeur documentaliste.</p> <p>Il convient donc de définir avec précision les missions des professeurs documentalistes qui se déclinent en 3 axes : le professeur documentaliste est maître d'œuvre de l'ouverture aux médias et à l'information, maître d'œuvre de la politique documentaire, et est maître de l'ouverture de l'établissement au sein d'un environnement éducatif, culturel et professionnel.</p>		
POINTS POSITIFS	POINTS NEGATIFS	POINTS DE VIGILANCE	
<ul style="list-style-type: none"> <li>La mission d'enseignement est plus clairement affirmée, par le terme « enseignant » intégré dans l'axe de mission 1.</li> <li>La mission spécifique de l'information-documentation représente une mission spécifique, celle de la responsabilité du professeur documentaliste dans la formation de tous les élèves (point 1).</li> <li>La politique documentaire dispose au profit de la formation des missions pédagogiques et documentaires de l'établissement et de leur mise à disposition, le professeur documentaliste n'est pas plus à l'écoute.</li> <li>La mission de l'information et des médias est simplifiée (CDI, médiation, culture, lecture, etc.)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Le terme « maître d'œuvre » est problématique – il sous-entend de la responsabilité dans le cadre de la formation pour les professeurs documentalistes, ce qui n'est pas le cas de la formation.</li> <li>La mission pédagogique et documentaire de l'établissement est l'exception, non, celle qui est la règle, et de nature à engager la responsabilité du professeur documentaliste sur des types de missions qui ne relèvent pas de sa mission (enseignement, médiation, documentation administrative, ...)</li> </ul>	

2019/2020 - document de travail